Décision : QCRC03-00190

Numéro de référence : MD3-09419-5

Date de la décision : Le 25 août 2003

Objet : VÉRIFICATION DU COMPORTEMENT

Endroit : Montréal

Date de l'audience: Le 21 août 2003

Présent : Daniel Lapointe
Commissaire

Personnes visées :

3-M-30035C-560-P COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Bureau 1000
545, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec)
H2M 2V1

agissant de sa propre initiative

LES ASCENSEURS SUPRA INC.
395, Montée Masson, app. 14
Mascouche (Québec)
J7K 2L6

intimée

Procureur de la Commission: ~~M~~ Marie-Josée Persico

La procédure

La Commission examine le comportement du transporteur par véhicule lourd, LES

ASCENSEURS SUPRA INC.

Un avis d'intention et de convocation fut transmis à l'intimée l'informant de son intention d'analyser son comportement à l'égard du respect des obligations légales et réglementaires qui lui sont imposées dans le cadre de l'application de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds (L.R.Q., c. P-30.3) en matière de sécurité routière et de protection du réseau routier. À cette fin, elle entend plus particulièrement examiner les faits et événements suivants pour lesquels elle veut obtenir des observations:

- deux (2) excès de vitesse;
- trois (3) infractions reliées aux rapports de vérification;
- une (1) infraction reliée aux fiches des heures de conduite;
- deux (2) accidents avec dommages matériels seulement.

Une audience est fixée au 21 août 2003 aux bureaux de la Commission des transports à Montréal.

Le droit

La Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds (la Loi) permet de modifier la cote d'une personne lorsque les faits démontrent qu'elle a mis en péril ou mis en danger la sécurité des usagers de la route ou des infrastructures routières. Une modification de cote et son maintien peuvent être assortis de mesures selon les faits démontrés.

La preuve

À l'ouverture de l'audience, l'intimée est présente et représentée par M Jacques Chalut, président de l'intimée.

M^e Marie-Josée Persico, procureure de la Commission, fait un bref survol des éléments et motifs notés à l'avis d'intention transmis à l'intimée et dépose la mise à jour de l'état du dossier de propriétaire et exploitant de véhicules lourds (PEVL) de l'intimée au 28 juillet 2003.

Par la suite, la Commission entend madame Marie-Claude Lehoux, technicienne en administration à la Société de l'assurance automobile du Québec, laquelle précise la nature des infractions reprochées à l'intimée.

Ce sont, notamment, les infractions suivantes:

Sécurité des opérations		
Date	Conducteur	Événement
2001-08-08	Jacques Chalut	Rapport de vérification

Sécurité des opérations		
Date	Conducteur	Événement
2002-01-31	Jacques Chalut	Excès de vitesse, 101km/h dans une zone de 70km/h.
2002-09-30	Philippe Richer Blanchette	Excès de vitesse, 128km/h dans une zone de 90 km/h
2003-02-26	Serge Lemieux	Fiches des heures de conduite
2003-02-26	Serge Lemieux	Rapport de vérification

Interrogé sur l'état de son dossier PEVL, M Jacques Chalut, président de l'intimée, ne conteste pas les infractions imputées. De son témoignage, la Commission retient que Les Ascenseurs Supra inc. oeuvre dans l'installation et la réparation d'ascenseurs sur le territoire québécois et que l'utilisation d'un camion de type «cube» est nécessaire pour le transport des outils et du matériel. M Chalut est le seul gestionnaire et conducteur de l'intimée. Questionné sur les infractions apparaissant à son dossier PEVL, monsieur Chalut avait peu ou pas d'explication raisonnable à fournir à la Commission, si ce n'est d'admettre ses fautes sans plus.

L'analyse et la décision

L'appréciation générale de la preuve doit se faire dans le cadre suivant: la Commission, lorsqu'elle se prononce, en vertu de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds, sur des questions d'évaluation de comportement et de cotes, le fait principalement en vertu de l'intérêt public.

La preuve au dossier dénombre plusieurs infractions commises par l'intimée. La nature des infractions (excès de vitesse), leur caractère répétitif révèle un comportement douteux que la Commission se devait d'examiner de façon attentive.

La Commission tient à rappeler que l'intimée ne possède qu'un seul véhicule lourd et que son état de dossier PEVL est tout à fait disproportionnel par rapport à la moyenne des transporteurs.

L'intimée et son président devront désormais prendre conscience qu'un véhicule lourd ne peut être conduit comme un véhicule de promenade. La Commission n'a pas à se prononcer sur la tolérance qui pourrait avoir cours

quant à la vitesse des véhicules de promenade, mais elle ne peut cautionner le moindre écart en ce qui concerne les limites de vitesse pour les véhicules lourds.

La Commission reconnaît qu'il s'agit d'une entreprise de petite taille et que la structure administrative et les systèmes de gestion doivent être adaptés à la taille de l'entreprise. Toutefois, les dispositions législatives et réglementaires en matière de sécurité sont les mêmes peu importe que l'on soit en présence d'une PME ou d'une multinationale. Il y va de l'intérêt public, de la sécurité des usagers de la route et de l'intégrité du réseau routier.

La Commission est d'avis, suivant la prépondérance de la preuve, que l'intimée a mis en danger la sécurité des usagers de la route par les dérogations répétées et habituelles aux dispositions de la Loi, des règlements et du Code de la Sécurité routière.

Compte tenu de l'ensemble de la preuve et des faits mentionnés précédemment, la Commission est d'avis qu'il serait dans l'intérêt public et de sa sécurité de déclarer l'intimée, LES ASCENSEURS SUPRA INC., partiellement inapte au sens de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds et de modifier la cote de l'intimée en lui attribuant une cote comportant la mention "conditionnel".

La Commission considère que M Jacques Chalut devra s'inscrire à un cours de formation sur la Loi 430 d'une durée de 4 heures, afin de parfaire ses connaissances en transport routier. Il devra également s'inscrire à une formation sur la conduite préventive (théorique et pratique) d'une durée de 4 heures.

De plus, l'intimée devra procéder à l'installation sur son véhicule lourd actuel ou sur tout nouveau véhicule qu'elle acquerra, d'un voyant lumineux et sonore fonctionnant dès que la limite de vitesse imposée à 95km/heure est atteinte.

Finalement, la Commission veut rappeler à l'intimée, que le défaut de se conformer aux ordonnances décrites ci-après peut entraîner une déclaration d'inaptitude totale, tel que prévu au troisième alinéa de l'article 27 de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds*, lequel se lit comme suit :

«27. La Commission déclare totalement inapte la personne qui :
[...]

3o a contrevenu à une décision de la Commission la visant ou à une entente administrative convenue avec elle ;»

VU ce qui précède ;

CONSIDÉRANT l'intérêt et la sécurité du public;

CONSIDÉRANT le respect de toute règle d'équité procédurale et de justice naturelle;

CONSIDÉRANT QUE l'intimée a mis en danger la sécurité des usagers de la route;

CONSIDÉRANT la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds* (L. R. Q., c. P-30.3);

CONSIDÉRANT la *Loi sur la justice administrative* (L. R. Q. c. J-3) ;

POUR CES RAISONS, la Commission:

1. DÉCLARE partiellement inapte l'entreprise visée, LES ASCENSEURS SUPRA INC. ;
2. MODIFIE la cote comportant la mention «**satisfaisant**» de l'intimée LES ASCENSEURS SUPRA INC. et lui attribue une cote comportant la mention «**conditionnel**»;
3. ORDONNE à l'intimée, LES ASCENSEURS SUPRA INC., de prendre les mesures suivantes:
 - Formation imposée à M Jacques Chalut, président de l'intimée, à un cours sur la Loi 430, d'une durée de 4 heures;
 - Formation imposée à M Jacques Chalut, à un cours sur la conduite préventive (théorique et pratique) d'une durée de 4 heures;
 - Installation d'un voyant lumineux et sonore fonctionnant dès que la vitesse imposée est atteinte, sur son véhicule lourd actuel ou sur tout nouveau véhicule qu'elle acquerra, lequel devra être calibré à 95km/heure.
4. STATUE que l'intimée devra fournir la preuve d'installation du voyant lumineux, au plus tard le 1er octobre 2003, auprès du Service de l'inspection de la Commission.

5. STATUE que l'intimée devra fournir la preuve du suivi et des résultats des cours imposés, au Service de l'inspection de la Commission, au plus tard le 1er décembre 2003.

Coordonnées du Service de l'inspection de la Commission des transports:

200, chemin Ste-Foy, 7e étage

Québec G1R 5V5

Téléphone sans frais : 1-888-461-2433

Télécopieur : (418) 646-8423

DANIEL LAPOINTE
Commissaire

Note : L'avis ci-annexé, décrivant les recours à l'encontre d'une décision de la Commission, fait partie de la présente décision.